

PREAMBULE

Bientôt, notre pays organisera des élections générales après une décennie de gestion de l'État par des gouvernements de transition.

La crise sociopolitique qui a accompagné ces années de transition, a été caractérisée par de multiples hésitations et ambiguïtés qui ont empêché l'organisation d'élections générales devant mettre fin à ce régime d'exception, préjudiciable à l'économie et à l'image de notre pays.

Les différents accords signés par les acteurs politiques de notre pays, nous permettront assurément d'organiser des élections transparentes, libres et démocratiques ; Ceci est pour nous le couronnement de plusieurs années de persévérance dans le combat démocratique.

Aujourd'hui, nous devons nous consacrer à la recherche de solutions aux vrais problèmes des Ivoiriennes et des Ivoiriens. La campagne électorale qui s'annonce, devra nous permettre, au même titre que tous les autres partis politiques, de présenter à la Nation, notre vision et notre approche pour résoudre les grands problèmes que connaît notre pays en ce début de 21^{ème} siècle.

Nous sommes prêts à gouverner, parce que nous avons travaillé sans relâche pour analyser la situation de notre pays afin de proposer des solutions novatrices, claires et cohérentes. Ces propositions constitueront donc notre contrat avec les électeurs.

Ce document est notre **PROGRAMME DE GOUVERNEMENT « VIVRE ENSEMBLE »**, socle de notre engagement à assurer le développement, la prospérité et le bonheur des Ivoiriennes et des Ivoiriens.

Nous avons écouté attentivement nos compatriotes et les forces vives de notre Nation afin d'affiner notre diagnostic et de prendre en compte leurs aspirations et leurs idées de progrès. De ce processus, ouvert et dynamique, sont nées des convergences sur la manière dont, tous ensemble, nous pourrons affronter les réalités et relever les défis qui nous attendent.

Nous devons construire ensemble la Côte d'Ivoire de demain. Il n'est plus question pour notre pays d'accepter un mode de gouvernement et une approche de la société faisant fi des attentes de nos populations, des sentiments qui les animent et de leur existence de chaque instant. Une ère vient de s'achever et un nouveau départ s'avère désormais nécessaire et possible.

Notre ambition première pour la Côte d'Ivoire, c'est d'**affermir la démocratie**, de la voir s'épanouir dans toutes ses dimensions. Ensemble, nous devons tracer les contours de la future démocratie ivoirienne et donner forme à son existence quotidienne.

Nous voulons associer toutes les Ivoiriennes et tous les Ivoiriens au renouveau de la Côte d'Ivoire, à la définition des principes qui la guideront dans ses grands choix. Car la démocratie exige **l'intervention permanente du peuple dans le processus de prise de décision**. En d'autres termes, nous ne croyons pas que le rôle du citoyen se limite au choix d'un bulletin de vote glissé dans l'urne, abandonnant de ce fait et jusqu'à la prochaine élection tous ses pouvoirs à un candidat. **Il n'y a pas de délégation absolue de la souveraineté et aucun élu ne doit s'arroger le droit de confisquer la parole au peuple.**

Il est donc indispensable que chacun contribue à l'édification et à la consolidation de la Côte-d'Ivoire de demain.

Nous prouverons tous ensemble comment une vision et un véritable projet pour notre pays sont susceptibles d'abolir les barrières artificielles dressées entre Ivoiriens et d'ouvrir une ère de prospérité.

Nous avons toutes les raisons d'espérer. En dépit des années pénibles que nous venons de vivre, en dépit de ce brusque et violent retour en arrière qui nous a été imposé, tous nos atouts ne se sont pas envolés. Ils sont là, endormis, anesthésiés mais bien présents.

Souvenez-vous comment, sous l'égide du **Président Félix Houphouët-Boigny** et sous son impulsion, nous avons posé les fondements de la démocratie en Côte d'Ivoire : le multipartisme, la justice, les élections libres, la libéralisation des médias en avaient constitué les premières expressions.

Un climat nouveau s'était installé, favorable à l'enracinement de la rigueur dans la gestion des affaires de l'État, permettant d'engager bon nombre de réformes dont l'impact positif s'est fait sentir sur la vie quotidienne des Ivoiriens.

Toutes ces avancées, tous ces acquis pour notre collectivité, ont été annihilés. L'attentisme s'est installé dans la politique économique et sociale. Le gaspillage, la corruption, les malversations et la dépravation des mœurs se sont généralisés.

Nous ferons redémarrer, sur la base de la libre entreprise, **l'économie par une exploitation rationnelle des atouts formidables** dont nous disposons : des ressources naturelles, un potentiel agricole, des ressources humaines de qualité, etc.

Nous mettrons en œuvre une politique sociale des plus hardies qui viendra rectifier les injustices notamment celles devant la maladie, l'éducation, la culture et les disparités régionales.

L'État interviendra dans des domaines très variés mais toujours avec ce double objectif : libérer les énergies et veiller à ce qu'elles n'entrent pas en conflit. Ce sera le cas en particulier dans le secteur économique où des mesures seront prises pour développer le secteur privé et favoriser sa croissance en préservant les intérêts et les droits des individus.

Notre épanouissement économique ne se fera pas au détriment de notre cohésion sociale et des solidarités si profondément ancrées dans nos pratiques et nos mentalités.

Nous mettrons en œuvre les mesures nécessaires pour assurer une juste rémunération du travail de nos parents paysans. Nous mettrons un accent tout particulier sur la transformation des produits agricoles et la protection de l'environnement.

Nous devons **renforcer les solidarités** et établir plus de ponts entre les générations, soutenir les femmes, appuyer les jeunes dans leurs initiatives, développer les rencontres entre cultures différentes, rehausser le statut des chefs traditionnels garants des traditions multiséculaires de notre pays.

Les jeunes et les femmes aspirent à un emploi qui correspond à leurs talents, leurs attentes et leurs compétences. L'emploi constituera donc l'une de nos priorités majeures pour cette tranche importante de la population dont **la participation au développement économique et social de notre nation est plus qu'indispensable**. Aussi, **l'éducation et la formation** constitueront-elles les axes premiers de notre politique.

Nous sommes convaincus que la participation active de tous (femmes, jeunes, salariés du public et du privé, entrepreneurs, agriculteurs, transporteurs, commerçants, etc.), la redéfinition du rôle et de la place de l'État et un fort ancrage de la démocratie en Côte-d'Ivoire, nous remettront sur les rails d'une vie harmonieuse, d'une économie saine et dynamique.

Mieux, **nous retrouverons la fierté et la confiance** que nous avons perdues ces dernières années. Une fois cette fierté et cette confiance retrouvées, nous pourrons alors les faire rayonner hors de notre territoire, plus particulièrement dans cette Afrique de l'ouest dont nous avons longtemps été le moteur.

Nous devons nous saisir de cette chance de coopération pour très vite nous inscrire dans la mondialisation. La compétitivité s'améliora, les investissements suivront et des emplois seront créés.

Nous adopterons, dans ce cadre, une politique réaliste et évolutive des migrations. Notre politique en la matière suivra de près les mouvements de nos économies et respectera les identités et les spécificités de tous les partenaires.

Notre programme de gouvernement comporte deux grandes parties : l'amélioration des services publics et la relance de l'économie. Sa réalisation permettra à notre pays de retrouver le chemin de la croissance et à nos concitoyens de s'épanouir pleinement.

DR ALASSANE DRAMANE OUATTARA
PH. D. IN ECONOMICS
UNIVERSITE DE PENNSYLVANIE
PHILADELPHIE, USA

